Expéditeur:

Président Faure Gnassingbé
Présidence de la République du Togo
Boulevard du Mono

Lomé, Togo

Lieu, date :

JUSTICE POUR RACHAD MAMAN

Monsieur le Président

Je vous écris pour attirer votre attention sur le cas de la famille de Rachad Maman. Ce sont des citoyens togolais qui demandent que la justice soit rendue et que les responsables de la mort de leur fils et frère **Rachad Maman** soient tenus de rendre des comptes.

Le 20 septembre 2017, Rachad Maman, un collégien de 14 ans, a été tué par les forces de l'ordre qui ont utilisé du gaz lacrymogène et des armes à feu pour disperser le groupe de manifestants pacifiques dans lequel il se trouvait à Bafilo, au Togo. Les manifestants demandaient des réformes constitutionnelles au Togo. Blessé par balles, Rachad Maman est décédé le 22 septembre 2017 lors de l'opération qu'il était en train de subir pour ses blessures par balles. Sa mort a laissé sa famille sans espoir. Elle ne demande désormais qu'une chose: que la justice soit rendue et que les responsables de la mort de leur fils et frère soient tenus de rendre des comptes.

Monsieur le Président, nous vous demandons respectueusement de veiller à ce que les autorités mènent rapidement une enquête approfondie et impartiale au sujet de la mort de Rachad Maman, et de faire en sorte qu'elles traduisent en justice toute personne soupçonnée d'être responsable. En outre, le gouvernement togolais doit faciliter l'accès à d'autres formes de réparation pour la famille de Rachad Maman, mort aux mains des forces de sécurité du pays.

Rachad Maman est l'une des nombreuses victimes de l'usage de la force par les forces de sécurité togolaises depuis que des manifestations appelant à des réformes constitutionnelles ont débuté en août 2017. Personne n'a été tenu de rendre des comptes pour ces agissements. En moins de trois ans, Amnesty International a recensé plus de 18 morts au cours de manifestations.

Le gouvernement togolais doit également veiller à ce que les personnes soupçonnées d'être responsables de ces atteintes aux droits humains soient traduites en justice et que les victimes ou leurs familles soient correctement dédommagées.

En vous remerciant par avance de toute l'attention que vous porterez à la présente, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.